



Un responsable du Parti social-démocrate (SPD), prochain président allemand

Par [Peter Schwarz](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 17 novembre 2016

WSWS.org

Lundi, après des semaines d'un bras de fer en coulisse, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et l'Union chrétienne-sociale (CSU) ont décidé d'appuyer la candidature du social-démocrate Frank-Walter Steinmeier pour le poste de président fédéral.

Rien ne devrait maintenant entraver l'élection de l'actuel ministre des Affaires étrangères à la plus haute fonction de l'État en Allemagne. Le Parti social-démocrate (SPD), la CDU et la CSU contrôlent près des trois quarts des votes à l'assemblée fédérale (*Bundesversammlung*) qui élira le président le 12 février 2017. Les Verts et le Parti libéral démocrate (FDP) soutiendront probablement Steinmeier. Seul le parti *Die Linke* (La Gauche) a annoncé vouloir présenter son propre candidat.

L'accord sur la candidature de Steinmeier intervint quelques jours après l'élection présidentielle américaine et fut manifestement influencé par son résultat. La victoire de Donald Trump a déclenché une onde de choc en Allemagne.

Le patronat anticipe des périodes de turbulences dès que Washington s'embarquera dans la voie du protectionnisme en créant un précédent mondial. L'industrie allemande, tout comme la Chine, est tributaire des exportations. L'excédent de la balance des paiements de l'Allemagne atteindra cette année un record historique de 8,8 pour cent du PIB. En politique étrangère, le gouvernement allemand compte avec de sévères tensions internationales et une multiplication des conflits militaires si Trump met en œuvre ne serait-ce qu'une fraction des annonces faites lors de sa campagne électorale.

La crise des industries exportatrices et l'accroissement des opérations militaires exacerberont les tensions sociales et politiques en Allemagne en accélérant l'aliénation de vastes sections de la population à l'égard des élites politiques. Dans ce contexte, l'accord sur Steinmeier, qui a été justifié par le président de la CDU et la chancelière Angela Merkel comme étant une « décision rationnelle », envoie un signal double.

Premièrement, Steinmeier, comme nul autre politicien allemand, incarne une politique de coupes sociales et de militarisme par laquelle la classe dirigeante allemande réagit à la crise mondiale du capitalisme.

En tant que secrétaire à la chancellerie de Gerhard Schröder (SPD), il avait rédigé l'« Agenda 2010 » des réformes des systèmes sociaux et du marché du travail et il porte donc la responsabilité principale de la croissance exponentielle des formes de travail précaire et de la baisse des salaires et des prestations qui y est liée. Entre-temps, à peine la moitié des

salariés allemands occupent un emploi à plein temps en bénéficiant d'une couverture sociale.

En qualité de ministre des Affaires étrangères de la grande coalition CDU/CSU et SPD, Steinmeier a activement plaidé en faveur d'une politique de grande puissance et du retour du militarisme allemand. Le discours qu'il avait prononcé le 1^{er} février 2014 lors de la Conférence de Munich sur la sécurité avait marqué une étape importante dans ce domaine.

Steinmeier avait dit qu'une culture de retenue militaire de l'Allemagne ne devait « pas être mal interprétée comme une culture qui consiste à se tenir à l'écart ». Steinmeier ne se contenta pas de belles paroles. Au cours du même mois, il joua un rôle prépondérant dans le coup d'État en Ukraine où avec l'assistance de milices fascistes un régime d'oligarques pro-russes sera remplacé par un régime d'oligarques pro-occidental et dirigé par un oligarque milliardaire.

Deuxièmement, avec la sélection de Steinmeier, la grande coalition est en train de resserrer les rangs. L'accord sur un candidat commun est un signal clair en faveur d'une poursuite de la coalition au pouvoir entre la CDU/CSU et le SPD après les élections fédérales prévues à l'automne 2017.

L'élection du président, qui remplit surtout des fonctions honorifiques, a toujours servi à fixer le cap des prochains gouvernements de coalition en Allemagne. L'élection par exemple du politicien SPD Gustav Heinemann, grâce aux voix du FDP, avait préparé l'élection de Willy Brandt comme premier chancelier social-démocrate de la République fédérale d'Allemagne. Fort de sa prétendue « indépendance », le président a pour mission de soutenir la politique officielle au-delà des limites du camp gouvernemental.

Ces dernières années, les soi-disant « partis populaires » - CDU, CSU et SPD - ont considérablement perdu des électeurs. Lors de certaines élections régionales, même leurs suffrages regroupés ne suffirent pas à former une majorité. C'est la raison pour laquelle, de nombreux cas de figure furent avancés avant pour fixer une nouvelle coalition gouvernementale au niveau fédéral.

Des sections de la CDU et des Verts, qui gouvernent déjà ensemble dans certains Länder, cherchent à former une coalition « noire-verte ». Selon des articles de presse, la chancelière Angela Merkel avait même proposé Winfried Kretschmann, le ministre-président des Verts du *Land* de Bade-Wurtemberg, comme candidat au poste de président. Kretschmann a réagi à cette offre en chantant les louanges de Merkel et en déclarant qu'elle était irremplaçable comme chancelière.

L'initiative de Merkel s'est toutefois heurtée au refus du parti frère bavarois de la CDU, la CSU. Le week-end dernier, lors de la conférence du parti des Verts, les délégués ont tancé Kretschmann et d'autres éminents défenseurs d'une coalition noire-verte en votant contre leurs résolutions.

Dans ces circonstances, le CDU/CSU envisage de renouveler son alliance avec le SPD, qui a fait ses preuves, en prévision de la prochaine période de soulèvements sociaux après l'élection de Trump comme président américain. Les Verts qui n'ont aucune différence fondamentale avec la politique du gouvernement, sont gardés en réserve afin de prendre en période de crise le relais dans une prochaine coalition.

Il en va de même pour *Die Linke*. Au cours de ces derniers mois, d'influents représentants de *Die Linke*, des Verts et du SPD, soutenus par le dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel, avaient introduit une alliance au niveau fédéral entre ces partis au cœur du débat. Ceci fut surtout accueilli avec enthousiasme par *Die Linke* qui est prêt à tout faire dès lors des postes ministériels dans le cabinet de Berlin en sont la récompense.

Un tel projet apparaît tout de même pour le moment trop incertain aux élites dirigeantes. Elles comptent – du moins pour le moment – sur les mécanismes éprouvés pour contrer les prochains bouleversements sociaux et politiques. En 1968 déjà, la grande coalition entre CDU/CSU et SPD avait voté des lois d'urgence en réponse aux contestations des masses. Et, en 2003, lorsque le chancelier Schröder mit fin prématurément à la coalition « rouge-verte » face au mécontentement massif à l'encontre de l'Agenda 2010, la grande coalition poursuivit l'application de cette politique anti-ouvrière. A la suite de la crise financière, la CDU et le SPD travaillèrent étroitement ensemble pour sauver les banques et pour que la population endosse le fardeau.

La nomination de Steinmeier a été accueillie avec enthousiasme par certaines sections de la petite bourgeoisie libérale et jadis sociale-démocrate qui, compte tenu de la victoire électorale de Trump et de la montée de partis d'extrême-droite tels l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), aspirent au maintien de l'ordre et à un État fort. Heribert Prantl, par exemple, le rédacteur en chef pour les affaires intérieures du *Süddeutsche Zeitung*, n'a pas tari d'éloges sur le politicien du SPD.

Prantl a décrit le président comme le « défenseur de la république sociale et constitutionnelle » en précisant que « Ceci fut rarement aussi nécessaire dans l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest qu'actuellement ».

La désignation de Steinmeier pour cette fonction, poursuit Prantl, est « une manifestation de la communauté des démocrates » et « une victoire de la raison d'État ». Le politicien du SPD est « compétent en termes de politique intérieure et très versé sur de la politique étrangère ». Il a le talent d'un « bon négociateur » qu'il « ne faudrait pas sous-estimer aujourd'hui ». Il est « anti-Trump » et un « puits d'expérience ». Prantl conclut en disant, Les « espoirs qui sont liés à un président fédéral Steinmeier ne sont pas négligeables. »

En revanche, dans de nombreux autres organes de presse c'est le scepticisme qui prévaut.

Le journal *Frankfurter Rundschau*, qui est proche des syndicats, craint qu'un président « qui se sent tenu de respecter le consensus si peu considéré du soi-disant centre » creuserait l'écart entre les partis traditionnels et la population en général.

« Ce qu'il faut à l'Allemagne, c'est une sorte d'anti-Trump démocratique », écrit Stephan Hebel. « Non pas dans le sens qu'il défende simplement l'*establishment* contre les populistes de l'extrême-droite. Mais plutôt, qu'il vaudrait mieux d'avoir quelqu'un ou quelqu'une qui, compte tenu de la colère face à l'incapacité des partis traditionnels, ce qui n'est pas tout à fait infondé, serait en mesure de donner une voix et mieux encore une orientation démocratique ».

Le journal *taz* qui est proche des Verts, présente un argument similaire. « Alors que de vastes sections de la société ne se sentent plus représentés par la classe politique, quelqu'un doit devenir président qui, comme aucun autre, est un politicien professionnel typique », écrit Martin Kaul.

Les médias conservateurs s'en prennent au CDU/CSU pour ne pas proposer son propre candidat au profil clairement droitier. « Ce « manque d'alternative » n'est pas bon pour le système politique de l'Allemagne qui, comme jamais auparavant, est défié par des populistes de tous poils », remarque Berthold Kohler dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « À cet égard aussi, il aurait été préférable que l'Union [CDU/CSU] lance son propre candidat dans la course ».

Et Ulf Poschardt fulmine dans *Die Welt*, « L'élite performante n'a pas de représentation politique au sein du gouvernement fédéral, les élites jacassantes – peu importe le mauvais présage de Trump – continuent comme avant. Elles n'ont rien compris. En fera partie finalement aussi le charmant futur président [...] Il se fait sombre en Allemagne ».

Une chose ressort clairement de tous les commentaires : les partis traditionnels unissent leurs forces derrière Steinmeier parce qu'ils se préparent pour de violents conflits sociaux et politiques.

Peter Schwarz

Article original, WSWS, paru le 16 novembre 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Peter Schwarz](http://wsws.org), wsws.org, 2016

Articles Par : [Peter Schwarz](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca